

principes prônés par l'Union soviétique, mais elle craint cependant que celle-ci ne prenne prétexte de cette communauté de vues et de son souci de «solidarité socialiste» pour empiéter finalement sur son indépendance et influencer sur son pouvoir de décision.

Ainsi, la politique étrangère de la Yougoslavie comporte un élément fondamental de tension. D'une part, son désir de ménager jusqu'à un certain point l'Union soviétique qu'elle considère comme un danger potentiel et une menace impérialiste (tout en partageant avec elle un certain nombre de principes et de visions d'un monde socialiste) se double de l'ascendant particulier qu'elle exerce sur d'autres partis et pays communistes; en effet, sa réussite en tant que nation communiste non rattachée au bloc soviétique pourrait bien les inciter à secouer quelques-unes des contraintes imposées par Moscou à leur politique intérieure et (ou) étrangère.

D'autre part, son habileté à tirer parti de la politique de non-alignement pour manœuvrer les deux superpuissances a conféré à la Yougoslavie un pouvoir et une influence sur les affaires mondiales beaucoup plus considérables que ne le laisseraient supposer sa taille, sa situation et le niveau de son développement. Enfin, la Yougoslavie n'a pas oublié que si elle a survécu en 1948 à sa rupture avec le Kremlin, c'est principalement grâce à l'aide massive et coordonnée, tant commerciale qu'économique et même militaire, des pays occidentaux. Comme cette aide n'était assortie d'aucune exigence pouvant porter atteinte à son indépendance, la Yougoslavie a continué d'entretenir avec les pays de l'Ouest des liens plus ou moins étroits soumis aux fluctuations de ses relations avec l'Union soviétique. Le souvenir des événements de 1948 a du reste toujours incité la Yougoslavie à considérer l'URSS avec une pointe de méfiance, si amicales que soient devenues leurs relations.

La Yougoslavie réagit généralement plus brutalement aux menaces potentielles de l'Est qu'à celles de l'Ouest. Ainsi, elle devait condamner sans ambages, en décembre 1975, les propos du conseiller Helmut Sonnenfeldt du département d'État américain. Celui-ci avait déclaré que la Yougoslavie aurait intérêt à dépendre moins des États-Unis et à compter davantage sur ses propres forces dans ses rapports avec Moscou, l'établissement de relations plus «organiques» entre l'Union soviétique et l'Europe de l'Est devant, à son avis, aboutir à une diminution de la tension internationale. De telles remarques sous-entendaient que la Yougoslavie ne pourrait peut-être plus, comme elle l'avait fait de-

puis 1948, compter entièrement sur les États-Unis pour contrebalancer d'éventuelles visées impérialistes soviétiques. Jusqu'à la déclaration Sonnenfeldt, en effet, la politique étrangère américaine semblait comporter la nécessité de contrer toute tentative des Soviétiques pour étendre leur hégémonie à la Yougoslavie. Cette attitude des États-Unis avait permis à la Yougoslavie de mener une politique étrangère qui consistait à soutirer des concessions aux deux super-grands en équilibrant les intérêts de l'un et de l'autre. La déclaration Sonnenfeldt impliquait toutefois que cette liberté de manœuvre pourrait ne plus être dans l'intérêt des Américains à l'avenir. Le gouvernement yougoslave ne se priva pas de critiquer vertement et abondamment ces propos.

Par contre, les commentaires du secrétaire général Leonid Brejnev, au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie en 1968, avaient suscité beaucoup plus qu'une simple condamnation verbale. Brejnev avait justifié cette intervention dans une déclaration connue à l'Ouest comme la «doctrine Brejnev» de la souveraineté limitée des pays socialistes, alléguant la nécessité de préserver les réalisations socialistes menacées par l'imminence d'une contre-révolution des «réformateurs» tchécoslovaques. Ce raisonnement impliquait que seule l'Union soviétique avait le droit de décider à quel moment les intérêts de la «communauté socialiste» devaient prendre le pas sur le droit international. Les Yougoslaves répondirent par la mise en place d'un nouveau système de défense pour se protéger contre l'éventualité d'une intervention du même genre. Il est par ailleurs évident que Stane Dolanc, le secrétaire du bureau exécutif de la Présidence du comité central de la Ligue des communistes, visait les pays de l'Est lorsqu'il lançait en 1976 l'avertissement suivant:

... ce pays tient à préciser bien clairement qu'il n'entend tolérer aucune menace à son indépendance, à sa souveraineté et à sa position de non-aligné de quelque pays ou de quelque camp que ce soit. S'il est certain que nul ne le menace ouvertement aujourd'hui, il a néanmoins été de temps à autre en butte à de mauvais procédés, sans compter les diverses conjectures malveillantes qui circulent quant à son avenir. Que l'on comprenne bien que l'avenir de la Yougoslavie réside dans un plus grand développement du système socialiste d'autogestion et de la politique de non-alignement, et que nul n'entretienne d'illusions quant à la possibilité d'un changement d'orientation.